

ELECTIONS SANS RELIEF...

(Suite de la première page)

dans un avenir indéterminé, quand l'expérience de Gaulle tournera mal. D'ailleurs, depuis que de Gaulle a proposé sa « paix des braves » aux Algériens, l'opposition de ces Messieurs n'est plus guère sensible.

**

Mais nous touchons là à une des caractéristiques les plus nettes de ces élections. La campagne des « oppositions » ne possède même pas une partie de la vigueur avec laquelle avait été menée la campagne du « non » au référendum. Il en est ainsi, à quelques nuances près, pour tous les opposants qui ne mettent en avant aucun programme sérieux, en dehors des inévitables points sur la défense des libertés démocratiques et des intérêts des masses laborieuses. Qu'il s'agisse de ceux (radicaux mendessistes, U.G.S. et P.S. autonome) qui sont unis sous le patronage de l'Union des Forces Démocratiques ou des candidats du P.C.F., on ne trouve aucune perspective, aucune tentative de définir le moyen de balayer à une étape ultérieure le régime dictatorial, aucun programme révolutionnaire. Tous sont comme accablés par la défaite du 28 septembre et, plus encore, désarçonnés par la manœuvre de De Gaulle sur l'Algérie.

U.F.D. et P.C.F. ont au fond un même programme : la nostalgie de la démocratie bourgeoise telle qu'elle fut connue dans la III^e et la IV^e République. L'U.F.D. est, par elle-même, non pas même un « Front populaire », mais une réminiscence des anciens « cartels des gauches », sans autre ambition cette fois-ci que de décrocher ici ou là un siège. Quant au P.C.F., il demande aux électeurs d'assurer au Parlement « une forte opposition communiste », une opposition qui jouera loyalement le jeu et qui, comme Thorez l'a spécifiquement déclaré au Comité central du P.C.F., compte sur les voies parlementaires pour « rebâtir la République » en attendant le jour encore plus lointain où le Parlement bourgeois permettra de passer... à la construction du socialisme.

La direction du P.C.F. a montré fort clairement son esprit parlementariste et son adaptation à la société capitaliste, y compris sous le nouveau régime, par son attitude en matière de candidature. Toutes les circonscriptions qui offraient quelques chances ont été gratifiées de membres du Bureau politique ou de très hauts dirigeants. On est loin du temps où le Parlement était considéré comme une tribune de propagande et d'agitation subordonnée aux besoins de la lutte de classe. Il n'y a, par contre, aucune candidature symbolique (emprisonné...), qui soit vraiment dans la tradition du mouvement ouvrier français, qui permettrait aux travailleurs de manifester en particulier leur opposition à la guerre d'Algérie. Même pour l'élection d'une assemblée fantôme où avoir un siège de plus ou de moins est vraiment d'importance plus que minime, la direction du P.C.F. a montré que ce n'est pas l'éducation des travailleurs, mais la course aux fauteuils qui l'intéresse. Après quoi Thorez dira que les travailleurs sont contaminés par l'idéologie impérialiste et ne comprennent pas les principes du communisme...

**

Ainsi la scène politique se présente de façon telle, tant du côté du gouvernement que des opposants à celui-ci, que rien n'est fait pour donner une animation, une signification, une allure de

compétition aux élections de ce mois de novembre 1958. Le Parlement de la V^e République sera surtout une façade; le gouvernement en sera très largement indépendant; la démocratie bourgeoise elle-même aura perdu presque toute sa substance.

En ce qui concerne notre organisation, le Parti Communiste Internationaliste, nous nous voyons contraints à renoncer à faire acte de candidature en raison des difficultés financières que nous aurions à surmonter. En effet, pour qu'une telle manifestation de notre part ait une certaine force politique, nous devrions présenter des candidats dans environ une demi-douzaine de circonscriptions de la région parisienne; on comprend que nous ne disposons pas des quelques millions indispensables pour le faire.

Dans ces conditions, il n'y aura dans aucune circonscription de candidat mettant en avant le programme de la révolution prolétarienne, défendant sans aucune compromission un programme de classe. Que faire par conséquent aux prochaines élections? Ni au premier ni au second tour il ne sera possible de se prononcer sur un programme marxiste révolutionnaire; mais — indépendamment des programmes des candidats — en raison de la structure politique actuelle en France, il sera possible et il est nécessaire de donner à son vote une **signification de classe**.

Au premier tour, nous appelons les travailleurs à voter en faveur des candidats du P.C.F. Ce faisant, il ne s'agit pas du tout de l'approbation de la politique de Thorez, de sa position odieuse envers le F.L.N. et la Révolution algérienne, de ses conceptions réformistes sur les voies parlementaires, de son patriotisme « humilié », de toute cette politique d'abdication et de trahison depuis la Libération qui a permis à la bourgeoisie de se remettre en selle au point de pouvoir passer le 13 mai à la réalisation de l'Etat fort. Le nombre de voix que les candidats du P.C.F. recevront le 23 novembre ne marquera pas l'approbation d'une direction faillie mais une manifestation de classe de la part des travailleurs en face de la bourgeoisie et de ses alliés du parti des socialistes-nationaux de Guy Mollet.

Nous savons qu'il ne manquera pas de militants et d'électeurs qui, cette fois-ci, préféreront voter, s'ils en ont la possibilité, pour un candidat du P.S. autonome ou de l'U.G.S. Nous pouvons comprendre leur attitude, sans toutefois accepter leur argumentation, surtout quant à un programme plus satisfaisant: nous ne voyons aucune différence qualitative entre les programmes du P.C.F., du P.S. autonome et de l'U.G.S. La seule différence qu'il y aura entre les votes pour ces organisations ne proviendra pas de ce qu'y mettent ces organisations, mais de la part des électeurs. De ce point de vue il n'y a pas de doute qu'en dépit des Thorez et Duclos, ceux qui voteront P.C.F. y mettront un sens de classe plus net, plus tranché que ce qui s'exprimera sur les candidats P.S. autonome ou U.G.S. C'est aussi le sens qui sera donné au vote global P.C.F. du 23 novembre. Et c'est pourquoi notre préférence va au vote pour les candidats de ce parti. D'autre part, nous sommes catégoriquement opposés à tout vote pour les candidats bourgeois, fussent-ils de l'U.F.D., parce que, dans ces cas-là, il n'y a plus ni programme ni frontière de classe, mais la capitulation.

Pour les mêmes raisons fondamentales, nous sommes, en ce qui concerne le second tour, pour un vote en faveur du candidat **ouvrier** le plus favorisé. Il est évident que, de ce point de vue, il ne peut être question d'un vote pour un candidat mendessiste ni non plus pour un candidat du parti de Guy Mollet. Nous savons que nous allons entendre, au cours de l'intervalle qui sépare les deux tours de scrutin, toutes sortes d'arguments sur la nécessité de « battre la réaction », etc..., autrement dit l'argumentation même de ceux qui ont porté de Gaulle au pouvoir pour éviter Massu et les colonels. Une telle conception, toujours dangereuse, devient littéralement ridicule à présent où le Parlement aura surtout le droit de se tenir tranquille.

Il importe que, par le nombre de voix pour les candidats ouvriers, les travailleurs fassent une manifestation de leur esprit de classe. Mais, pour résoudre les problèmes posés après l'effondrement de la démocratie bourgeoise et la faillite des directions ouvrières, c'est dans le mouvement ouvrier organisé qu'il faut œuvrer au réarmement théorique, politique et organisationnel de celui-ci.